



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



# Le secrétariat général aux moyens mutualisés

*Bilan d'activités 2020*

Au sein de la préfecture de région Ile-de-France, le Secrétariat général aux moyens mutualisés (SGAMM) est le nouveau secrétariat général des services déconcentrés de l'État au niveau régional et à vocation interministérielle.

Le SGAMM relève du ministère de l'Intérieur et exerce ses missions sous l'autorité hiérarchique du préfet, secrétaire général aux moyens mutualisés, Antoine Gobelet placé sous l'autorité du préfet de la région d'Île-de-France.

Le SGAMM vise à garantir un haut niveau de service, d'efficacité, de lisibilité et en simplicité des procédures en créant un point d'entrée unique pour les demandes logistiques, financières, budgétaires, immobilières, informatiques et relatives aux ressources humaines.

## Le service général du soutien opérationnel (SGSO)

Le BML et le SIDSIC déclinent les orientations du SGSO afin d'offrir des services de qualité aux occupants du Ponant. Le BML apporte son soutien sur les sujets bâtimentaires, multi techniques et logistiques, tandis que le SIDSIC prend en charge les volets informatiques et numériques. Tous œuvrent à assurer une continuité de service, y compris en situation de crise.

L'année 2020 a été marquée par le début de la crise sanitaire et les mesures de confinement. Le mode de travail s'est vu profondément modifié, le télétravail, déjà présent avec les postes Sécurisation des Postes d'Accès Nomades (SPAN), a été accru par le déploiement de postes NOEMI et la généralisation de l'accès au webmail Nomade 2.70 SPAN étaient déjà délivrés au début de l'année 2020. Pendant le premier confinement, 40 NOEMI ont été déployés, puis 50 supplémentaires à l'automne portant le nombre de postes à 90.

Par ailleurs, 120 accès à Nomade 2 ont été mis en place au début de la crise et 110 ont été effectués en mars/avril. L'accès à Nomade 2 est aujourd'hui effectué systématiquement à l'arrivée d'un agent.

Par ailleurs, 2020 a été marquée par l'augmentation (voire la généralisation) des réunions à distance. Les supports ont, en conséquence également été diversifiés : de réunions ministérielles, nous sommes passés sur des réunions en visioconférence sur internet (via les plateformes telles que Teams, LifeSize, Zoom,...) suivant les organisateurs. La préfecture s'est orientée sur la solution StarLeaf qui permet également de rejoindre une visioconférence ministérielle et interministérielle.

Un contrat a été signé sur 4 ans avec le distributeur de la solution. Parallèlement, la modernisation des salles de réunions a été engagée par l'acquisition de nouveaux écrans, de nouveaux systèmes de visioconférence et de caméras.

Aujourd'hui, ce sont 14 salles qui sont équipées pour permettre de réaliser tout type de visioconférence et toutes les salles de réunions sont désormais équipées pour faire une audioconférence.

De juin à décembre, ce sont 650 réunions (en visio ou en audio) qui ont été organisées avec la solution StarLeaf avec un pic à 246 sur le seul mois de novembre.

## 2020 en chiffres

- 90 postes NOEMI
- 70 SPAN
- 14 salles équipées pour organiser des audio et visio
- L'accès webmail Nomade 2 pour tous les agents.

Concernant le BML (Bureau des Moyens et de la Logistique), la réorganisation des services, la pandémie et la préparation du chantier Nouveau Ponant ont fortement modifié l'activité habituelle du BML. Les objectifs et l'organisation du bureau se sont adaptés au contexte particulier de l'année 2020. Ainsi, la protection sanitaire est devenue un enjeu majeur qui a nécessité d'importantes manœuvres logistiques d'avril à décembre pour assurer la réception, le stockage transitoire et la redistribution de 18 millions de masques.

- 6 000 000 masques ont été stockés dans les sous-sols, puis redistribués aux 800 agents du Ponant, ainsi qu'aux 13 000 collègues de la fonction publique d'État répartis dans les directions régionales d'Île-de-France, au cours de 3 campagnes de distribution (juin, septembre et novembre) ;
- 12 000 000 masques à destination des publics précaires ont transité par notre site, pour être ensuite déployés auprès des partenaires de la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement en Île-de-France (DRIHL).

L'année 2020 a également été l'année de la préparation des travaux du nouveau Ponant, en coordination avec l'Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO). A cet effet, les agents ont réaménagé de nombreux espaces sur l'ensemble des niveaux de l'immeuble.

La mise aux normes des sous-sols a, quant à elle, généré des opérations de tri, rangement et déplacement de mobiliers et autres encombrants stockés depuis des années. Dans ce cadre, 6 bennes de 30m<sup>3</sup> ont été remplies. Ces chantiers ont été menés avec des effectifs réduits (2/3 des agents), notamment depuis le mois de septembre. L'esprit de cohésion du groupe associé à l'arrivée de deux renforts contractuels ont permis d'atteindre les objectifs dans des délais contraints.

## **Le BRU (bureau des relations avec les usagers)**

Il exercera les missions d'accueil physique, d'accueil téléphonique, le traitement du courrier, la gestion des archives, sans perdre de vue les engagements Qual-e-pref.

Ainsi la section courrier a traité le courrier postal en arrivée et départ, ainsi que l'affranchissement. Les saisines des usagers par voie numérique étant en constante augmentation, le bureau a défini un process pour y répondre dans le délai de 5 jours ouvrés.

La section accueil a continué d'accueillir et d'orienter le public dans les locaux du Ponant, toujours dans le respect des règles sanitaires. Les gestes barrières ont été respectés, grâce à la pédagogie des hôtesse d'accueil et à la fermeté courtoise des agents de sécurité.

Quant au standard, l'équipe s'est organisée naturellement et avec fluidité pour assurer une continuité de l'accueil téléphonique et de l'acheminement des communications, ceci sur une amplitude journalière demeurée inchangée. On note que le taux d'appels perdus n'a pas augmenté.

En conclusion, on constate que les particularités de l'année écoulée ont mis en valeur la capacité d'adaptation des membres de l'équipe du BRU ; leur savoir-faire et leur savoir être ont permis de maintenir une qualité de service rendu à l'utilisateur.

## **Le service des ressources humaines (SRH)**

Au 1er mars 2020, le SRH fut placé au sein du nouveau secrétariat général aux moyens mutualisés (SGAMM) issu de la mutualisation du secrétariat général (SG) et des fonctions supports du SGAR. Il a dû mettre en œuvre la

réorganisation de la préfecture, ainsi que l'élargissement du SGAMM. Certains intitulés et contenus de poste ayant sensiblement évolués, le service a dû revoir les cartographies et les régimes indemnitaires afférents (NBI, RIFSEEP, emplois de CAIOM). Les agents ont également dû être réaffectés au sein des nouvelles structures.

## La gestion de la crise sanitaire

Dans le cadre de la gestion et du suivi de la crise sanitaire, les champs de compétences du SRH se sont largement élargis.

Outre le déploiement du télétravail qui constitue la mesure de grande ampleur de lutte contre la crise sanitaire, plusieurs mesures ont été prises comme des campagnes de communication interne pour le développement d'un habitus anti-covid, l'arrêt de la restauration sur place pendant les périodes de tension et un suivi statistique quotidien et hebdomadaire des cas-covid, des cas-contacts et des clusters.

Un suivi est également assuré en lien avec les organisations syndicales, par l'organisation d'instances supplémentaires de dialogue social comme des réunions informelles régulières des CHSCT Ponant.

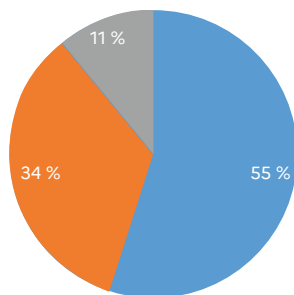
Le SRH a accompagné le fort déploiement du télétravail au sein de la préfecture. Si la levée au 22 septembre 2020 de la restriction expérimentale à un jour hebdomadaire de télétravail a permis le passage à 3 jours de télétravail réglementaire, l'effort est allé bien au-delà.

Au 31 décembre, 78 demandes d'autorisation de télétravail ont été instruites et validées contre 12 au début de l'année.

La crise sanitaire ainsi que des mesures facilitatrices ont eu pour effet une accélération de l'équipement des agents en poste NOEMI, de +28% sur le dernier trimestre.

Sur cette période, le nombre de jour moyen de télétravail est de 3 par semaine, impliquant que les 3 jours règlementaires ont été largement dépassés, pour freiner le développement de la pandémie.

Le taux de télétravail sur les deux derniers mois de l'année :



- Taux de présence sur site
- Taux de télétravail
- Taux d'absence (tous motifs confondus)

## Les formations adaptées au contexte

La section formation du SRH propose une large gamme de formations sur des sujets tels que l'expertise juridique, le management, l'environnement ou encore l'égalité à destination de l'ensemble des agents de l'État affectés en Île-de-France, soit un potentiel de 580 000 agents concernés.

Si beaucoup de formations ont dû être annulées à cause des restrictions sanitaires, 253 sessions de formation ont pu se dérouler sur les 421 prévues initialement grâce à une montée en puissance des formations à distance (37).

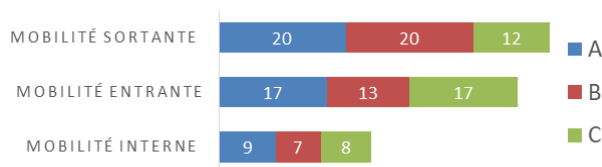
Pour 2021, l'objectif est de privilégier et d'accélérer la digitalisation pour assurer la continuité de l'offre de formation mais aussi la tenue de celles qui n'ont pas pu avoir lieu cette année.

## Le recrutement et la mobilité

Malgré la crise sanitaire, des recrutements de toute nature ont été effectués, à commencer par les étudiants : 3 contrats d'apprentis, 14 stages, 4 stages de troisième et 14 services civiques (principalement auprès du cabinet et de la mission destinée à favoriser l'accueil et l'accompagnement des migrants). Par ailleurs, 33 contractuels ont pu être recrutés portant à 51 leur nombre en 2020.

Sur le volet mobilité, la singularité de l'année 2020 réside dans l'annulation de la campagne de mobilité classique.

Les fiches de poste des deux campagnes habituelles ont été publiées au fil de l'eau (52 au total). Le nouveau défi à venir sera de cibler les recrutements sur les jeunes issus des quartiers prioritaires « Politique de la ville », et « Quartiers de Reconquête Républicaine » très impactés par la crise, dans le cadre du plan national « 10 000 jeunes ».



Depuis le 1er avril, un nouveau défi a été relevé par le SRH : celui de l'élargissement aux fonctions supports de la Direction régionale et interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la forêt (DRIAAF), de la Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) et de la Direction régionale interdépartementale, de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DRIEETS).

## Le service de modernisation de l'État (SME)

Le service de modernisation de l'État a pour missions notamment :

- le suivi de la performance du BOP 354 ainsi que 2 autres BOP régionaux en liaison avec le contrôleur budgétaire régional (CBR),
- le suivi de la performance financière et du contrôle interne financier pour la chaîne de la dépense régionale,
- le suivi des démarches qualité conduites dans les préfectures d'Île-de-France,
- le suivi et l'accompagnement des projets de réforme de l'État et de réorganisation dans les différentes structures de l'État en Île-de-France,
- l'initiation et la mise en œuvre de projets innovants ou de transformation numérique,
- pour le compte du préfet de région et en lien avec le responsable régional de la politique immobilière de l'État, la coordination de projets immobiliers prioritaires en Île-de-France.

### Les projets d'innovation :

#### RESANA

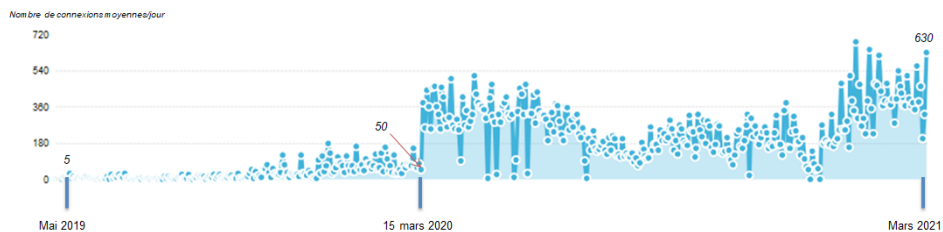
RESANA est une plateforme collaborative, expérimentée par la PRIF depuis fin 2019, qui offre un espace numérique complet pour faciliter le stockage, le partage et la coédition de documents, mais aussi le travail en équipe.

Depuis mars 2020, RESANA a été largement plébiscité, notamment par des agents non équipés en postes NOEMI ou Span, démunis face à la nécessité de continuer de travailler à distance.

Ainsi, l'utilisation de RESANA à la préfecture de région est passée de 16 connexions moyennes par jour à 120 connexions en avril 2020, pour atteindre désormais, en mars 2021, 452 connexions moyennes/jour.

Les services déconcentrés de l'État en Île-de-France se sont largement approprié l'outil avec 466 espaces de travail et 3 469 utilisateurs. La seule licence de la préfecture de région d'Île-de-France compte 167 espaces de travail, 1389 utilisateurs et 815 569 informations échangées dans les espaces.

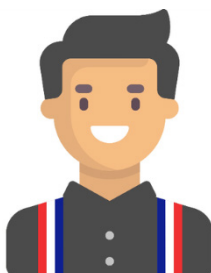
### Resana – Licence « Préfecture de région d'Île-de-France » Evolution du nombre de connexions moyennes par jour – mai 2019 à mars 2021



## Le chatbot Noa

Le chatbot Noa, conçu pour orienter les entrepreneurs dans leurs démarches administratives a connu une montée en puissance en 2020. Fort d'une base de près de 650 connaissances, il a orienté plus de 8 000 entrepreneurs et a répondu à plus de 27 000 questions soit plus de 70 par jour.

En mars 2020, il a été le premier outil à apporter une réponse consolidée interministérielle sur les mesures de soutien face au COVID-19 et a ainsi pu apporter une réponse à près de 4 000 questions pour le seul mois de mars.



## Les Fab'Challenges

Malgré le contexte sanitaire, La Fabrique RH - le laboratoire d'innovation de la préfecture de la région d'Île-de-France - a pu lancer sa 4e saison.

Cette année, 25 agents publics se sont mobilisés sur 3 nouveaux défis :

- Comment favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap ?
- Comment faciliter le travail à distance ?
- Comment inciter à la pratique d'une activité physique et sportive ?



4 nouveaux projets innovants ont vu le jour en octobre et sont incubés au sein du laboratoire pendant 1 an pour pouvoir être expérimenté dans l'ensemble des services volontaires.

## L'ETAP (Espace de Travail des Agents Publics)

Issu de la saison 3 de La Fabrique RH, l'ETAP est le 1<sup>er</sup> espace de coworking dédié aux agents publics franciliens.

Il a ouvert en 2020 aux agents publics :

- travailleurs à distance qui souhaitent rompre avec un certain sentiment d'isolement et retrouver un collectif de travail stimulant ;
- nomades, désireux de s'éviter des temps de transport à rallonge ;
- membres d'une équipe projet, qui ont besoin d'un tiers lieu neutre et créatif pour accélérer leur projet.

Si l'ouverture physique de l'espace a été retardée par le contexte sanitaire, l'ETAP est restée virtuellement ouverte en proposant, aux agents publics, un rendez-vous hebdomadaire leur permettant d'échanger avec un(e) expert sur des thématiques relatives aux nouveaux modes de travail et au nouveau monde du travail.

16 webinaires conviant 166 agents publics ont été organisés cumulant plus de 2300 vues en replay pour aborder la symétrie des attentions, la facilitation graphique, les transitions professionnelles, les organisations apprenantes etc...



## Le service des achats et des finances (SAF)

Le service des achats et des finances est composé de trois bureaux : le bureau du pilotage budgétaire (BPP), le bureau régional des achats (BRA) et le centre de services partagés régional (CSPR).

Dans le cadre de l'élargissement du SGAMM au 1er avril 2021, une quatrième entité, le bureau mutualisé de l'exécution de la dépense, a vu le jour et l'équipe sera constitué de 78 agents.

## Les missions du bureau du pilotage budgétaire

L'activité du BPP concerne les différents budgets de fonctionnement pour lesquels le préfet de région d'Île-de-France, préfet de Paris est responsable de budget opérationnel de programme (BOP) ou d'unité opérationnelle (UO) et qui ne sont pas délégués à des directions régionales.

Elle concerne en 2020, les BOP 354 « administration territoriale de l'État », 723 « opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État », et 348 « rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ».

## 2020 en chiffres clés

Pour le seul BOP 354, qui a vécu sa première année d'existence :

- Hors titre 2 (109 M€) : le taux de consommation des crédits sur les crédits délégués au BOP par le responsable de programme au 31/12/2020 s'établit à 97,5 % en autorisation d'engagement et à 97,6 % en crédits de paiement
- Titre 2 (masse salariale) : pour les 8 préfectures franciliennes, la consommation constatée en 2020 est de 210,4 M€ en masse salariale
- 3 725 équivalents temps plein travaillé (ETPT) en plafond d'emplois, avec une réduction cible en schéma D'emplois réalisée de -78,80 ETP.

La fin d'année 2020 a été marquée par la préparation des différentes mesures liées au plan de relance, s'adossant notamment aux programmes 362 et 363, pour lesquels le préfet de région est responsable d'unité opérationnelle. Leur mise en œuvre intervient sur la gestion 2021.

### Les missions du bureau régional des achats (BRA)

L'année 2020 voit la création et la mise en place du bureau par la fusion du service des marchés de la préfecture de Paris et de la Plate-forme régionale des achats du SGAR.

18 procédures correspondant à 84 contrats portant sur des objets aussi divers que l'affranchissement, la fourniture d'énergie, la maintenance de logiciels informatiques ou de monte-plat, la mise sous plis pour les élections ont été repris et analysés.

L'analyse effectuée a permis d'envisager la réduction du nombre de contrats en déterminant la stratégie achats qu'il convenait d'adopter.

Ainsi, ces achats ont été soit intégrés dans les marchés interministériels régionaux, soit conclus par le biais de centrales d'achats.

Une minorité d'entre eux - correspondant à des besoins propres telle que la maintenance des logiciels, les prestations de service au sein des résidences préfectorales - est suivie par le bureau.

Le BRA a été mobilisé par une procédure extrêmement lourde estimée initialement à 160 M€. Cette procédure visant à renouveler le marché travaux entretien regroupe 10 corps d'état du bâtiment répartis en 20 lots a finalement été notifiée en février 2021.

En 2020, l'activité du bureau régional des achats a permis de réaliser 2,7 M€ de gains d'achats sur l'ensemble des procédures lancées, dont la notification de 5 accords-cadres tels que le marché chauffage ventilation climatisation, la maintenance des ascenseurs, les prestations d'hébergement d'urgence des agents franciliens.

## L'activité d'exécution financière (CSPR)

Comme les autres années, l'activité réalisée par la plateforme CHORUS est en augmentation, et dépasse ainsi la moyenne nationale. A titre d'illustration ce sont 25 271 engagements juridiques qui ont été produits en 2020, représentant une hausse de +32% par rapport à 2019 (19 076).

Au sein de ces engagements juridiques, la part des subventions est prépondérante car elle représente 10 887 actes soit +68% par rapport à 2019 (6476).

Les décisions diverses sont elles aussi en progression avec 8 982 engagements juridiques, soit + 40% par rapport à 2019 (6 396).

Enfin, les certifications des services faits en 2020 sont également très importantes : 21 027, et également en augmentation (+16%) par rapport à l'activité de 2019 (18 072).

La fin de gestion s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes malgré le contexte sanitaire particulier de l'année 2020, grâce à la mobilisation des équipes, ainsi qu'aux délais supplémentaires accordés par le comptable public.



**Contact :**

Préfecture de la région d'Île-de-France,  
préfecture de Paris

01 82 52 40 25 / [pref-communication@paris.gouv.fr](mailto:pref-communication@paris.gouv.fr)  
<http://www.prefectures-regions.gouv.fr/ile-de-france>



@Prefet75\_IDF



<https://www.facebook.com/Préfecture-de-la-région-d'Île-de-France-préfecture-de-Paris>



<https://www.linkedin.com/company/l-état-en-île-de-france/>